



Planète

CONSERVATION

LE MAGAZINE DE L'UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE

JUILLET 2010

Sauver la biodiversité

Une approche économique



Pourquoi investir ?

Combien ?

Qui va payer ?

UICN
rue Mauverney 28
1196 Gland, Suisse
Tél. + 41 22 999 0000
Télééc. + 41 22 999 0002
worldconservation@iucn.org

www.iucn.org/worldconservation

Directrice d'édition : Anna Kneé
Rédacteur en chef : John Kidd
Production et distribution : Cindy Craker

Collaborateurs :
David Huberman
Deborah Murith
Stephanie Achard

Maquette : L'IV Com Sàrl, Le Mont sur
Lausanne, Suisse
Imprimé par : SRO-Kundig, Genève, Suisse

Opinions

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'UICN, de son Conseil ou de ses Membres.

Souscription

La souscription à *Planète Conservation*, version imprimée ou électronique, est gratuite. Pour souscrire, veuillez vous adresser à www.iucn.org/worldconservation ou nous contacter par courriel : worldconservation@iucn.org

Commentaires et suggestions

Veuillez contacter l'équipe de *Planète Conservation* par courriel à worldconservation@iucn.org ou nous téléphoner : + 41 22 999 0116.

Anciens numéros

Les anciens numéros de *Planète Conservation* sont disponibles à l'adresse : www.iucn.org/worldconservation

Papier

Ce magazine est imprimé sur papier FSC.

Photographies :

Couverture : © Melanie Kandelaars ; P. 4-5 © istockphoto.com/cierra45 ; P. 6 © Dreamstime.com/Pictac ; P. 8-9 © istockphoto.com/dubassy ; P. 14 © istockphoto.com/kativ ; P. 16 © Flickr/avlxyz ; P. 17 © Dreamstime.com/Lanlhilda ; P. 18 © Still Pictures/Jorgen Schytte ; P. 19 © istockphoto.com/LouisHiemstra ; P.20 © Dreamstime.com/Imaginis49 ; P. 21 © istockphoto.com/dynastesgt

© Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources



Sommaire

La parole est à vous.....	3
Échos de <i>Planète Conservation</i>	

État des lieux.....	4
Joshua Bishop, Économiste en chef de l'UICN, décrit la nouvelle approche économique en matière de conservation de la biodiversité	

POURQUOI INVESTIR

La preuve économique.....	6
Les preuves s'accroissent en faveur des bénéfices économiques de la conservation de la nature	

Déficit de financement.....	8
Quel est le déficit actuel de financement pour la conservation de la nature ?	

COMMENT FAIRE

Le débat.....	10
Si vous aviez 100 milliards de dollars par an à dépenser pour la conservation de la biodiversité, qu'en feriez-vous ? Les plus grands économistes environnementaux et spécialistes de la conservation nous font part de leurs priorités	

QUI VA PAYER

Élever le niveau.....	14
Andrew Seidl fait le point sur les nombreuses façons d'accroître le financement destiné à la conservation de la nature	

Des décisions conscientes.....	16
La Présidente de Rainforest Alliance, Tensie Whelan, décrit comment les consommateurs, par leur pouvoir d'achat, peuvent contribuer à la conservation de la biodiversité	

Réaction en chaîne.....	17
Les efforts de réduction de la déforestation dans le cadre du programme de lutte contre le changement climatique pourraient profiter à la biodiversité	

Un financement intelligent.....	18
Peter Carter, de la Banque européenne d'investissement, examine le rôle positif des banques dans la protection de la biodiversité	

Argent comptant.....	19
Quelques organisations de conservation de la nature créent des entreprises commerciales dont les recettes sont destinées à la conservation	

Un petit prix à payer.....	20
L'industrie commence à percevoir la valeur des services écosystémiques	

PERSPECTIVE

Des nouvelles du terrain.....	21
Quelques projets des Bureaux régionaux de l'UICN sur l'évaluation des écosystèmes et l'investissement actuel	

Changer les esprits.....	22
Juan Marco Alvarez souligne ce qu'il faut faire pour que l'économie mondiale verte devienne une réalité	

Publications.....	23
Choix de publications de l'UICN relatives à l'économie et la conservation de la nature	

La parole est à vous

Chers amis de *Planète Conservation*

Dans l'éditorial *En route pour Copenhague* de votre numéro d'octobre 2009, vous suggérez que la REDD (Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts) peut « simultanément aider à réduire les émissions, à ralentir le réchauffement planétaire et apporter une gamme d'avantages à la population et à la biodiversité ». Vous concluez en affirmant que la REDD est « un choix gagnant-gagnant que nous ne pouvons nous permettre de négliger ».

Nous estimons que la REDD est un mécanisme important et intéressant, aussi bien pour réduire les émissions mondiales de carbone que pour réduire l'écart entre ceux qui supportent le coût du ralentissement de la déforestation et ceux qui bénéficient des services environnementaux fournis par des écosystèmes sains. Cependant, caractériser la REDD de choix gagnant-gagnant nous semble problématique, car il y a toujours des effets indésirables dans ce genre de décision et de mécanisme. Par ailleurs, si la REDD s'avère incapable de réaliser ses promesses, les attentes élevées qu'elle aura suscitées seront négativement affectées, à son désavantage. Nous pensons qu'il vaut mieux être explicite vis-à-vis de certains compromis inhérents aux programmes de la REDD, afin d'atténuer éventuellement les impacts négatifs. Mettre l'accent sur les compromis permet en effet de réaliser une évaluation plus sobre des possibilités et des limites de la REDD dans certains cas et contextes particuliers.

Parmi les compromis inhérents à la REDD (nous ne parlons pas ici de la REDD-plus), soulignons tout d'abord qu'elle n'offre des avantages que pour les sites menacés de déforestation. La focalisation croissante actuelle sur les bénéfices des arbres et des forêts en termes de réduction des émissions de carbone peut détourner des fonds auparavant alloués à des sites qui ne sont pas hautement menacés par la déforestation – même s'ils bénéficient d'une gestion efficace et qu'ils protègent des valeurs sociales et écologiques importantes. Deuxièmement, il existe une possibilité d'évasion (déforestation accrue sur des sites non couverts par les programmes REDD) bien connue et abondamment débattue, qui n'a absolument pas été résolue. Troisièmement, la REDD peut avoir des implications sociales importantes – certaines indéniablement positives, d'autres potentiellement négatives, comme par exemple l'exclusion des populations sans régime foncier officiel ou droit juridique sur leurs terres. Quatrièmement, les coûts de transaction importants de la REDD (sans parler des coûts d'opportunité) doivent être soupesés par rapport à ses bénéfices. Sur ce dernier point, il est possible d'envisager le sort des programmes REDD si et lorsque les moyens technologiques de séquestration du carbone, actuellement en cours de mise en point, devenaient largement disponibles

et rentables économiquement. Idéalement, ils viendraient en complément de la REDD, mais il est également possible que de telles technologies rendent la REDD obsolète. Après tout, la REDD repose sur la volonté de payer des pays développés, mais cela pourrait changer s'il existait des alternatives moins chères de séquestration du carbone, ce qui remettrait en cause la préservation des forêts auxquelles on aura assigné une valeur basée principalement sur leur potentiel de séquestration du carbone.

Toutes ces questions en suspens ne sont pas destinées à dénigrer la REDD. Bien au contraire, intelligemment conçue et mise en œuvre, nous pensons qu'elle peut considérablement contribuer à la conservation de la biodiversité et à la lutte contre le réchauffement climatique. Néanmoins, il est important de souligner ses avantages mais aussi ses limites. Il faudra beaucoup de temps pour que la REDD et les programmes qui lui sont liés réalisent pleinement leurs objectifs. Cependant, en reconnaissant aujourd'hui de façon plus explicite les compromis qui lui sont inhérents, on peut espérer améliorer les capacités de tous les acteurs concernés, renforcer leur faculté d'adaptation et les pousser à travailler ensemble dans les années à venir.

Bruno Monteferri, Société péruvienne de droit environnemental (SPDA), Pérou ; Thomas O. McShane, Institut mondial de la durabilité, Université d'Arizona, États-Unis ; Sheila O'Connor, Institut mondial de la durabilité, Université d'Arizona, États-Unis ; Tran Chi Trung, Centre pour les ressources naturelles et les études environnementales, Université nationale du Vietnam, Vietnam ; Paul Hirsch, Maxwell School of Citizenship, Département d'administration publique, Université de Syracuse, États-Unis ; Asim Zia, Université du Vermont, Département du développement communautaire et d'économie appliquée, États-Unis ; Juan Luis Dammert, Société péruvienne de droit environnemental (SPDA), Pérou ; Meredith Welch-Devine, Centre de recherche intégrative sur la conservation, Université de Géorgie, États-Unis ; Ann Kinzig, Professeur de sciences de la vie, Université d'Arizona, États-Unis ; Peter Brosius, Centre de recherche intégrative sur la conservation, Université de Géorgie, États-Unis ; Rose Kicheleri, Département de gestion de la vie sauvage, Université agricole de Sokoine, Tanzanie ; Alexander Songorwa, Département de gestion de la vie sauvage, Université agricole de Sokoine, Tanzanie ; Hoang Van Thang, Centre pour les ressources naturelles et les études environnementales, Université nationale du Vietnam, Vietnam ; David Mutekanga, Société de conservation de la vie sauvage, Tanzanie ; Manuel Pulgar-Vidal, Société péruvienne de droit environnemental (SPDA), Pérou

www.tradeoffs.org

Planète Conservation aimerait votre avis

Nous espérons que le magazine suscitera des réactions et nous aimerions donc connaître votre opinion. Vous n'êtes pas d'accord avec le contenu d'un article ? Sommes-nous passés à côté du sujet ? Que faites-vous, que fait votre organisation ? Envoyez vos commentaires à worldconservation@iucn.org

Planète Conservation est disponible en ligne. Vous pouvez également commenter n'importe quel article sur www.iucn.org/worldconservation

État des lieux

Joshua Bishop, Conseiller économique en chef de l'UICN, introduit ce numéro en décrivant la nouvelle approche économique en matière de conservation de la biodiversité.

Récemment, des articles de plusieurs grandes organisations de conservation de la nature et de chercheurs ont souligné notre incapacité à enrayer la perte de la biodiversité. Cela devrait déclencher une volonté de renouveler les efforts, d'établir un nouvel ensemble de cibles en matière de biodiversité et d'accroître le financement, mais on peut également se demander s'il ne serait pas nécessaire d'adopter de nouvelles approches en matière de conservation de la nature – ce qui éviterait toute déception future. Dans ce numéro, nous étudierons les approches économiques émergentes en matière de conservation de la nature : davantage focalisées sur les coûts, notamment les coûts d'opportunité (le choix de compromis ou le coût de l'opportunité de développement perdue), leur objectif est de faire payer les bénéficiaires de la conservation de la nature pour les services dont ils profitent, tout en récompensant les gestionnaires de la nature. Pour cela, il est nécessaire de contrôler les forces du marché afin d'encourager la conservation de la nature, la restauration des écosystèmes et l'utilisation durable des ressources biologiques, en complément bien sûr des approches traditionnelles de protection de la nature.

Les analyses économiques sur la nature ne sont pas nouvelles, mais ont gagné un nouvel élan à la suite de l'étude intitulée *The Economics of Ecosystems and Biodiversity* (TEEB) – une initiative internationale soulignant les avantages économiques de la biodiversité et le coût de sa perte, le coût de la dégradation des écosystèmes et les réponses économiques potentielles pouvant être apportées. S'adressant essentiellement aux principales parties prenantes, notamment les scientifiques, les décideurs politiques nationaux et internationaux, les gouvernements locaux, la communauté économique et les citoyens individuels, cette étude avance des preuves solides de quand, où et comment il est économiquement censé de conserver la nature.

Pendant ce temps, le paysage international politique et économique évolue rapidement. Certaines économies sont au bord de la banqueroute, d'autres se développent en se souciant peu des contraintes environnementales. Néanmoins, les pays qui cherchent à réduire leurs dépenses publiques et leur dette peuvent aujourd'hui montrer qu'il est possible de conjuguer protection de la biodiversité et économies, par exemple

en réformant ou en supprimant des subventions perverses pour l'environnement. Pour les économies connaissant une forte croissance, notamment en Asie, TEEB et les initiatives en rapport peuvent aider les décideurs politiques à réduire les impacts de la croissance nuisibles à l'environnement, par des politiques économiques qui 'internalisent' les coûts environnementaux dans les décisions d'investissement, de production et de consommation par exemple.

Au cours de ces dernières décennies, on a vu se développer une prolifération d'approches économiques en matière de conservation de la nature (dont certaines sont décrites page 15), et des nouveaux marchés pour les produits et services verts. Des statistiques convaincantes

sont publiées sur la valeur économique de la biodiversité et des écosystèmes, et la biodiversité est de plus en plus perçue par les entreprises comme une opportunité – et aussi un risque. Certaines entreprises ont en effet pris conscience de leur dépendance face aux services écosystémiques et intègrent désormais la valeur des écosystèmes dans leurs activités commerciales. Des entreprises, petites et grandes, gagnent de l'argent en conservant et préservant la biodiversité ; les consommateurs commencent à exercer leur pouvoir en faisant des achats plus responsables ; et les projets de développement sont de plus en plus examinés par les investisseurs potentiels selon des critères environnementaux. Parallèlement, il existe des perspectives encourageantes de



conservation de vastes zones de forêts, grâce à la mobilisation du financement carbone pour la Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD). Les bénéfices potentiels pour la biodiversité sont énormes, mais il existe aussi des risques qu'il convient de gérer correctement.

L'augmentation de l'investissement privé dans la conservation de la nature est potentiellement énorme. Cependant, nous devons être réalistes sur la vitesse à laquelle de telles approches sont développées et reproduites, notamment dans les pays en développement. Il y a eu certes des succès probants, néanmoins à l'échelle mondiale la perte de la biodiversité s'accélère toujours,

malheureusement. Des catastrophes comme la marée noire de Deepwater Horizon dans le golfe du Mexique nous rappellent que les risques supportés par la biodiversité et les écosystèmes sont trop rarement pris en compte lors de décisions liées au développement des ressources. Dans le cas de Deepwater, BP a promis de nettoyer la marée noire et d'aider les communautés touchées, mais au bout du compte la facture de cette gestion imprudente du capital naturel sera supportée par les générations futures – avec un appauvrissement des services écosystémiques et des moyens d'existence des populations.

La communauté écologique a dénoncé à maintes reprises l'absence de viabilité de notre système économique. Chaque jour, des

preuves supplémentaires viennent corroborer cette affirmation. Par ailleurs, la communauté a gagné en conviction et en praticité dans ses encouragements à une économie plus verte.

Il est évident que nous ne pouvons traiter le capital naturel comme un bien inépuisable.

Citons deux exemples : l'Initiative pour une économie verte, lancée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, qui offre des conseils aux gouvernements pour qu'ils reconsidèrent leurs stratégies de développement économique ; et la Coalition pour une économie verte, dont l'UICN est membre fondateur, qui rassemble toute une gamme de parties prenantes : syndicats, ONG environnementales et associations d'entreprises, avec pour objectif de mettre en place une feuille de route partagée pour une économie verte. D'autres sphères officielles, comme l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), qui a lancé le concept de croissance verte, commencent également à vivre ces changements.

Il est évident que nous ne pouvons traiter le capital naturel comme un bien inépuisable. Ainsi, pour poser les bases d'une croissance économique durable, il convient de réinvestir dans l'environnement et de préserver la capacité de la nature et des écosystèmes à fournir des services cruciaux. Cette attitude est vitale pour le long terme, mais également dans l'immédiat, afin de garantir aujourd'hui les moyens d'existence des populations qui dépendent d'un environnement sain.

Et si un nouveau financement important, privé ou public et destiné à la conservation de la nature était débloqué, quelles seraient les façons de le dépenser au mieux ? Lisez les opinions et les priorités des principaux experts de la communauté environnementale et de la conservation de la nature, et participez au débat sur :

www.iucn.org/worldconservation.

Pour plus d'information sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité, rendez-vous sur : www.teebweb.org



La preuve économique

Il est peut-être un peu tôt pour mettre un prix sur les services fournis par la nature, pourtant la preuve des bénéfices économiques de la conservation de la nature devrait convaincre n'importe quel investisseur endurci.



La relation entre la biodiversité et le bien-être humain est de plus en plus envisagée en termes économiques. Les avertissements sont sans appel : en matière de protection de l'environnement, cela reviendra bien plus cher de ne pas agir que de prendre rapidement des mesures pour éviter la dégradation de l'environnement – en d'autres termes, nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de *ne pas* investir dans la conservation de la nature.

La communauté des professionnels de l'environnement sait depuis longtemps que la dégradation des écosystèmes affecte notre santé, nous rend plus vulnérables aux impacts du changement climatique et menace notre approvisionnement en nourriture et matériaux bruts. Mais les arguments utilisés ne sont visiblement pas assez convaincants, puisque l'état du monde naturel se détériore chaque année un peu plus. Les conservationnistes ont donc décidé d'accompagner leur discours de faits concrets, et ils possèdent aujourd'hui un ensemble de preuves démontrant les bénéfices économiques de la conservation de la nature – et de nouveaux exemples apparaissent régulièrement. Les statistiques et les études de cas sont sans appel : les actions en faveur de la conservation de la nature peuvent faire économiser aux économies nationales des milliards de dollars chaque année. Réjouissons-nous, car les gouvernements et les entreprises commencent enfin à tendre une oreille favorable à ce discours.

Une richesse non exploitée

L'infrastructure traditionnelle et l'ensemble des investissements qu'elle concentre n'ont pas encore réalisé l'importance et la productivité des écosystèmes, et c'est une des principales raisons de leur dégradation. Peu de personnes reconnaissent par exemple l'importance des zones humides pour la purification et le traitement des eaux usées, le rôle défensif pour les zones côtières des récifs coralliens et des mangroves contre les inondations et les tempêtes, ou encore le rôle protecteur des forêts sur l'approvisionnement en eau.

« Lorsque des investissements sont réalisés, il est rare de prendre en compte et de chiffrer les bénéfices économiques des services écosystémiques, ou de reconnaître que la conservation de ces services est économiquement très rentable. Parallèlement, le coût économique et le coût des occasions perdues de la dégradation des écosystèmes ne sont pas pris en compte lors de l'évaluation des alternatives d'utilisation des sols » déclare Lucy Emerton, du Groupe de gestion environnementale du PNUE.

Les études menées par l'UICN et ses partenaires ont permis de mettre à jour certaines statistiques convaincantes. Dans la République démocratique populaire lao, les biens et services liés à la biodiversité contribuent pour plus de 75% au PIB par habitant, pour 90% à l'emploi, pour 60% aux revenus en devises étrangères et pour un tiers

des revenus de l'État. Pourtant, les indicateurs économiques nationaux et les statistiques relatives au développement reflètent rarement ces chiffres.

Les récifs coralliens abritent la plus riche biodiversité marine du monde, et fournissent également de la nourriture, une protection contre les tempêtes, des emplois, des loisirs et d'autres sources de revenus pour plus de 500 millions de personnes à travers le monde. Les pertes économiques liées à la disparition de ces récifs coralliens seraient énormes, et c'est pourtant exactement ce qu'annoncent les projections climatiques si rien ne change. Aux Maldives par exemple, la construction de digues, de brise-lames et d'autres structures pour remplacer les attributs (gratuits) des barrières de corail coûterait entre 1,6 et 2,7 milliards de dollars. Mais cela reviendrait encore plus cher de payer les dommages que la dégradation des récifs coralliens infligerait aux villes, aux villages, aux hôtels et aux industries locales.

Dans le village de Mtanza Msona, en Tanzanie (où plus d'un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté), les ressources issues des zones de forêts et des zones humides valent presque huit fois plus que toutes les autres sources de production agricole et non agricole pour les foyers les plus pauvres du village. La valeur des remèdes médicaux est presque 15 fois supérieure à la valeur des médicaments achetés et des traitements 'modernes', et l'ensemble des aliments poussant à l'état sauvage et récoltés vaut plus de 14 fois ce que les foyers achètent annuellement en nourriture sur le marché.

Une nouvelle économie de l'eau

La protection des bassins versants garantit l'approvisionnement en eau fraîche de la plupart des mégapoles du monde – et économise par là-même des milliards de dollars. Citant les bassins au-dessus de Quito en Équateur, le fleuve de la Volta en Afrique occidentale, ou encore les bassins reboisés de la Chine, les environnementalistes montrent aux décideurs que l'investissement dans la conservation des bassins versants peut souvent offrir des dividendes plus élevés, durables et diversifiés que les approches à court terme qui caractérisent traditionnellement les politiques d'approvisionnement en eau.

« Les responsables de la plupart des grandes villes mondiales ont compris que la protection de leurs zones de captage relève du bon sens économique. Plutôt que d'abattre leurs forêts ou d'assécher leurs marécages, ils les entretiennent pour les maintenir en bon état et économisent ainsi des milliards de dollars car ils évitent de payer des infrastructures coûteuses pour stocker l'eau, la purifier ou la faire venir d'ailleurs » affirme Mark Smith, Chef du Programme de l'UICN pour l'eau.

Selon une étude récente de la Banque mondiale en Mongolie, chaque dollar investi dans la conservation en amont de la zone de

captage de la rivière Tuul générerait en aval environ 15 dollars de bénéfices liés à l'eau et aux services écosystémiques associés pour la ville d'Ulaanbaatar.

Un revenu fiable

La protection des océans par le biais d'aires protégées marines peut fournir des revenus plus élevés et plus sûrs – grâce au tourisme et à des pêcheries bien gérées – qu'une exploitation continue et incontrôlée des ressources halieutiques. Les pêcheurs de la région de l'aire protégée marine de Kulape-Batu-Batu, dans la province philippine de Tawi-Tawi, ont ainsi accru leurs revenus d'environ 20% un an seulement après la mise en place du sanctuaire marin de Kulape-Batu-Batu. Les aires protégées marines favorisent également le tourisme, autre source importante de revenus tirée de la conservation marine. Par ailleurs, sur l'île britannique de Lundy, la pêche a été complètement interdite dans une zone 'sans pêche', une petite aire protégée marine. Depuis, le tourisme a augmenté significativement et le tour opérateur de la région a doublé son activité depuis 2003.

« Ne pas investir dans les écosystèmes et ne pas les considérer comme des biens économiques n'est pas seulement faire preuve d'une vision économique à court-terme, c'est empêcher, au bout du compte, un développement rentable, équitable et durable pour tous » ajoute Lucy Emerton.

Alors que les preuves économiques incitant à investir dans la nature s'accumulent, certains experts refusent de donner une valeur monétaire à la nature et à ses services. Selon eux, l'activité humaine est la principale cause de la crise actuelle de la biodiversité, et le problème doit être résolu quelles qu'en soient les conséquences financières car nous avons un devoir envers les futures générations. D'autres estiment que nous devons préserver la biodiversité simplement parce qu'elle existe depuis des millénaires. Chaque point de vue est probablement défendable, mais une chose est sûre – il est nettement plus économique d'agir maintenant que plus tard. ■

Déficit de financement

Quelles sommes d'argent sont actuellement dépensées mondialement pour la conservation de la biodiversité, combien en faut-il de plus, et pour quel usage ?

Le déclin alarmant de la biodiversité, malgré la volonté politique d'arrêter ou d'enrayer sa perte, montre bien que les efforts et les fonds actuellement consacrés à sa conservation sont insuffisants. Mais quelles sommes sont réellement investies, et quelle est leur efficacité en termes de résultats ? Alors que les appels se multiplient pour augmenter massivement le financement consacré à la conservation de la biodiversité, la question suivante est rarement posée : quel est réellement le moyen le plus efficace de conserver la biodiversité ?

Des études récentes indiquent qu'entre 7 et 10 milliards de dollars sont investis chaque année dans le monde pour la conservation de la biodiversité. Une part significative de cette somme est dirigée vers les aires protégées, mais la croissance récente de leur nombre et de leur taille ne s'est pas accompagnée d'une augmentation des ressources, et un grand nombre d'entre elles ne sont pas gérées efficacement. Les estimations sur la somme permettant de garantir le parc actuel d'aires protégées varient grandement, sans compter le montant nécessaire pour conserver la biodiversité dans le futur – ce qui préserverait par la même occasion le nôtre. Il faudrait environ 14 milliards de dollars par an pour gérer efficacement les aires protégées existantes, et un investissement d'environ 45 milliards de dollars par an dans un réseau mondial idéal d'aires protégées – qui couvrirait 15% des terres et 30% des zones marines.

Le déficit de financement pour atteindre les trois objectifs mondiaux de la Convention sur la diversité biologique est estimé entre 10 et 50 milliards de dollars par an. La Convention sur la diversité biologique appelle à décupler les capacités (humaines et financières) d'ici à 2020 pour mettre en œuvre la Convention, et des voix s'élèvent même parmi la communauté environnementale pour réclamer encore plus. L'UICN a appelé les pays de l'OCDE à contribuer à hauteur d'au moins 0.3% de leur PIB à la conservation de la biodiversité internationale, qui s'ajoutent aux 0.7% de l'aide au développement international. Cela fait donc environ 120 milliards de dollars par an en dollars actuels. Par comparaison, les subventions annuelles à l'agriculture aux États-Unis, dans l'Union européenne et au Japon sont d'environ 220 milliards de dollars par an. Il serait donc plus économique de réduire les subventions accordées aux activités qui portent préjudice à la biodiversité pour





enrayer le déclin de l'environnement. De façon générale, il est souvent plus rentable d'éviter la dégradation de l'environnement que de payer pour sa restauration – même si la restauration est aussi un bon investissement.

Les aires protégées sont donc un bon moyen de conserver la biodiversité mais il existe d'autres approches, soit déjà établies soit nouvelles.

Clairement, les politiques basées sur des mesures d'incitation économique permettent d'atteindre des objectifs environnementaux à un coût économique moindre que les approches règlementaires traditionnelles.

Il s'agit par exemple des mesures compensatoires des atteintes à la biodiversité, du BioBanking, des incitations fiscales en faveur de la conservation, du financement du biocarbone avec notamment le programme REDD-plus (Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts), et des programmes de certification et de labels écologiques. Le financement de ces politiques et d'autres projets intégrés au système peut tout à fait excéder les dépenses publiques totales sur les aires protégées, même si l'évaluation de leur bénéfice sur l'environnement reste délicate.

Un récent rapport de Forest Trends, par ailleurs Membre de l'UICN, a mis l'accent sur une série de projets destinés à réduire les impacts du développement sur la biodiversité, une pratique appelée 'mesures compensatoires'. On estime que ces marchés ont un poids mondial compris entre 1,8 et 2,9 milliards de dollars par an. L'impact de ce marché inclut au moins 86 000 hectares de terres placées chaque année sous l'autorité d'un organisme de conservation ou sous une protection juridique permanente.

Le tourisme de nature, qui inclut l'éco-tourisme, le tourisme d'aventure et le tourisme dans les zones naturelles, s'affirme de

plus en plus, avec des bénéfices potentiels pour la biodiversité si cette approche est menée conformément aux principes de durabilité. « La Colombie a vu une augmentation de 45% de son tourisme de nature au cours des trois dernières années, et la demande de tourisme durable augmente rapidement », explique Andrew Drumm, spécialiste en tourisme durable.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, les données montrent une forte corrélation entre la demande de tourisme et la biodiversité. En effet, entre les deux-tiers et les trois-quarts de tous les touristes internationaux ont visité au moins une aire naturelle protégée (Pérou : 73% ; Argentine : 60% et Costa Rica : 65-75%). En Équateur, le tourisme dans les aires protégées génère 95% de tous les revenus auto-produits dans les parcs. Au Pérou et en Équateur, les études montrent qu'il est potentiellement possible d'accroître de façon significative les bénéfices économiques du tourisme en aires protégées au bénéfice de la conservation de la biodiversité et des communautés locales. Cependant, la durabilité des bénéfices économiques du tourisme est menacée par un manque d'investissement dans la gestion des aires protégées.

« Le tourisme de nature, surtout l'éco-tourisme, contribue majoritairement aux revenus des parcs dans toute l'Amérique latine, les Caraïbes et les pays africains comme l'Afrique du Sud et la Tanzanie. Mais il pourrait potentiellement contribuer davantage à combler le déficit de financement pour la conservation de la biodiversité. Dans des pays comme le Royaume-Uni ou les États-Unis, de plus en plus de touristes sont prêts à contribuer financièrement à la conservation des destinations naturelles qu'ils vont visiter » ajoute M. Drumm.

Le monde, dans son ensemble, n'est pas à court de financement malgré la récession économique actuelle vécue par de nombreux pays. Seule manque la motivation pour accroître l'investissement privé dans la conservation de la biodiversité. En effet, il suffirait de rediriger une partie – même petite – des flux de capitaux privés, du commerce international et du produit économique national vers le commerce de la biodiversité pour avoir un effet énorme sur la conservation de la biodiversité. ■

Le débat

Si vous aviez 100 milliards de dollars par an à dépenser pour la conservation de la biodiversité, quelle serait la meilleure façon de les utiliser ? Nous avons demandé leur avis aux plus grands économistes environnementaux et spécialistes de la conservation.

Les économistes

Pablo Gutman est Directeur d'économie environnementale au World Wildlife Fund, Washington D.C.

Tout d'abord, nous devrions changer la formulation de la question, et utiliser *investir* plutôt que *dépenser*. La nature et ses gestionnaires rembourseraient largement cet investissement, par l'amélioration des services écosystémiques et de la qualité de la vie pour tous.

Deuxièmement, réjouissons-nous ! 100 milliards de dollars supplémentaires par an pour la conservation de la nature, c'est dix fois ce que le monde a investi ces dernières années. Ce serait une réponse positive et sans appel à l'embarrassante question du défunt David Pearce, ce grand économiste environnemental : « Nous soucions-nous réellement de la biodiversité ? »

Troisièmement, nous devons confirmer à la société que 100 milliards de dollars par an ne sont pas de trop, considérant qu'une politique de conservation de la nature complète et l'adoption de pratiques durables en matière d'agriculture dans le monde sont estimées à environ 300 milliards de dollars par an.

Quatrièmement, voici la liste des façons que j'estime les plus efficaces d'utiliser ces 100 milliards de dollars supplémentaires :

Investir entre 30 et 40% de cette somme dans la conservation traditionnelle de la biodiversité. Cela devrait être suffisant pour soutenir un système mondial représentatif d'aires protégées terrestres et marines, afin d'enrayer la perte de la biodiversité liée à l'activité humaine. Pourquoi ? Parce que lorsqu'une espèce disparaît, elle disparaît à jamais.

Investir le reste de cette somme dans l'économie des services écosystémiques, comme les paiements pour les services écosystémiques, le développement des marchés dans ce domaine et les primes aux prix pour les produits issus de l'agriculture durable. Pourquoi ? Parce que sur le long-terme, la conservation de la nature n'est pas viable si elle reste confinée à des zones protégées. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un nouveau pacte rural-urbain où les villes reconnaissent la viabilité environnementale et en payent le prix. 🌱

Paul J. Ferraro est professeur d'économie à l'Andrew Young School of Policy Studies de l'Université de Géorgie, aux États-Unis.

100 milliards de dollars semble une grosse somme, néanmoins ils ne serviront pas à grand-chose si nous n'arrivons pas à cibler efficacement la façon de les dépenser. Malheureusement, nous manquons de recul pour savoir ce qui marche, sous quelles conditions et à quel prix. Plutôt que de mettre l'accent sur ce qu'il faudrait investir et où, je pense qu'il vaut mieux s'interroger sur *comment* l'investir.

Tout d'abord, l'investissement doit être basé sur des expériences rigoureuses et à grande échelle, destinées à évaluer les impacts des catégories les plus populaires d'interventions en matière de conservation. Ces interventions incluent l'acquisition de terres ; la mise en œuvre, les mesures d'incitation, la déconcentration et la décentralisation de la gestion des écosystèmes en faveur d'institutions plus locales ; le marketing social ; l'innovation technologique comme l'amélioration des fours afin de réduire la quantité de bois utilisé comme combustible ; la réduction de la pauvreté et la croissance économique par la redistribution des revenus ; la réforme agricole et l'industrialisation. Des expériences destinées à tester les pratiques les plus populaires en matière de conservation de la nature produiront une image plus claire de l'efficacité relative des investissements.

Deuxièmement, les investissements non expérimentaux doivent être faits par le biais de contrats concurrentiels basés sur la performance dans laquelle les financeurs dictent les mesures de performance et les fournisseurs (gouvernements, individus, entreprises et communautés entre autres) dictent les moyens. Par exemple, imaginons qu'un gouvernement ou un donateur veuille réduire le braconnage des espèces sauvages, il établira un ensemble d'objectifs de performance et de récompenses, puis ce sont les institutions locales ou les propriétaires terriens privés qui décideront des meilleurs moyens d'atteindre ces objectifs (soutenus, si besoin, par une assistance technique externe). Les contrats concurrentiels basés sur la performance poussent les fournisseurs potentiels à innover et offrent donc des résultats en matière de conservation à un coût moindre, tout en produisant des estimations précises des besoins financiers de la conservation de la nature à l'échelle mondiale.

Pendant les 20 premières années, j'allouerais 45% de l'argent en soutien des expériences. Les 'testeurs' seraient récompensés

sur la base de la qualité des enseignements tirés plutôt que sur la base de leurs résultats en matière de conservation. Encore 45% seraient alloués par une myriade d'enchères basées sur les écosystèmes avec des contrats basés sur la performance lorsque, par exemple, ils ont pu éviter la transformation d'écosystèmes ou la diminution de la faune et de la flore, ou restaurer l'habitat (les populations pauvres auront besoin d'un soutien institutionnel pour y participer). Enfin, je dépenserais les 10% restants à continuer la construction de 'l'Arche de Noé' : une conservation *ex situ* c'est à dire une préservation ciblée des espèces et des banques de gènes dans le cas où les progrès *in situ* s'avèreraient trop lents.

Jusqu'à ce que nous en sachions plus, nous devons investir dans les nations à revenus faibles ou moyens, où le coût de la conservation de la nature est moindre et où il est beaucoup moins facile de substituer du capital physique par du capital naturel, ainsi que dans les nations à hauts revenus, où les institutions sont plus fortes et où la valeur monétaire des services fournis par la nature et les écosystèmes est plus élevée. ➤

Sven Wunder est Économiste principal au Centre de recherche forestière internationale.

La perte de la biodiversité est principalement due aux pressions naturelles des hommes, qu'elles soient directes comme la transformation de l'habitat et la surexploitation, ou indirecte comme le changement climatique. Les actions en faveur de la conservation de la nature doivent donc, en premier lieu, être fondées sur la connaissance : quelles parties des paysages devons-nous protéger, pour quels services environnementaux, avec quels outils, avec combien d'argent ? Il n'existe aucune solution miracle mondiale, et les solutions doivent être personnalisées spécifiquement pour chaque menace et chaque opportunité. Nous ne pourrions intervenir correctement et de façon proportionnée qu'en associant les sciences sociales (notamment l'économie) et naturelles.

Deuxièmement, les mesures d'incitation économique en faveur de la conservation sont encore sous-exploitées dans le monde, alors que l'économie est reine. Les paiements pour les services écosystémiques, les impôts environnementaux, et les groupes de pression pour l'abolition des subventions perverses sont des lignes d'action puissantes qui mériteraient d'être beaucoup plus soutenues. Nous devons apprendre comment payer (ou faire payer) directement les personnes sur le terrain pour les faire changer de comportement. Ce n'est qu'en incluant l'environnement dans les grands processus de décision de la société que la conservation pourra connaître le succès. En outre, il suffirait d'associer intelligemment certains fonds destinés à la préservation de la biodiversité à ceux destinés à la lutte contre le changement climatique comme la REDD (Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts) pour multiplier les ressources allouées à la conservation. Globalement, il est beaucoup plus important d'établir des mesures d'incitation adaptées que de quantifier les valeurs économiques nébuleuses de la biodiversité.

Troisièmement, nous ne pouvons malheureusement pas payer partout et directement des agents économiques chargés de la conservation de la nature ; de plus, les biens environnementaux montrent souvent *de facto* des droits d'accès et de propriété peu clairs. On peut notamment le vérifier aux frontières agricoles

des pays en développement, où se jouent les plus importantes batailles dans le domaine de la biodiversité. Lorsque les pressions proviennent de sources anthropogéniques multiples dans des régions à faible gouvernance, aucune action en faveur de la conservation n'est possible sans ces 'barrières' qu'il faudrait plus nombreuses : parcs nationaux, terres achetées et destinées à des réserves privées, aires d'utilisation durable, terres indigènes protégées et meilleure application de la loi. En général, ces barrières ne sont pas des substituts mais des compléments aux mesures économiques d'incitation en faveur de la conservation de la nature.

Enfin, disposant d'une connaissance adéquate, nous pouvons mettre au point des ensembles intelligents d'incitations, de menaces et de capacités institutionnelles permettant d'effectuer des changements favorables à la conservation. Nous devons simultanément renforcer ces composants stratégiques, même si la composition de nos portefeuilles d'investissement variera selon les endroits et les scénarios. ➤

Stefano Pagiola est économiste au Département du développement durable de la Banque mondiale pour la région Amérique latine et Caraïbes.

L'agriculture est l'activité humaine qui affecte la plus grande partie de la surface de la terre. Son développement et son intensification sont probablement la plus importante cause de la perte de l'habitat et de la biodiversité dans le monde. Néanmoins, les paysages agricoles peuvent abriter une biodiversité considérable, car celle-ci joue souvent un rôle crucial dans la production agricole. Pour conserver efficacement la biodiversité, la mise en place d'aires protégées ne sera pas suffisante, malgré son importance. Il faut protéger les zones tampons des aires protégées et les couloirs qui les relient, et la biodiversité dans les paysages agricoles.

La préservation de la biodiversité dans les paysages agricoles demande de comprendre et de travailler avec les mesures d'incitation et les contraintes subies par les agriculteurs et les éleveurs. Souvent, les avantages de la biodiversité sont des externalités ou des biens publics, et les agriculteurs sont peu motivés pour les intégrer dans leurs décisions sur l'utilisation des sols. Même si certaines utilisations des sols riches en biodiversité peuvent être très profitables pour les agriculteurs, cette profitabilité est vulnérable aux variations de prix. Il faudra donc, la plupart du temps, un soutien externe pour améliorer durablement la conservation de la biodiversité dans les paysages agricoles. Si un financement supplémentaire était alloué à la conservation de la biodiversité, une partie y devrait donc être consacrée.

Heureusement, les dernières expériences ont montré qu'il est possible d'améliorer significativement la biodiversité dans les paysages agricoles si l'on dispose des instruments appropriés. Les paiements pour les services environnementaux apparaissent comme les instruments les plus prometteurs de ces dernières années – les propriétaires terriens sont payés directement pour les actions qui protègent ou améliorent la biodiversité sur leurs terres. Parfois, des paiements à court terme peuvent être suffisants, mais des paiements à long terme sont préférables dans la plupart des cas. Le défi est donc de garantir à ces paiements un financement approprié sur le long terme car, à la différence de l'eau ou des services Carbone, peu de bénéficiaires directs voudront payer pour ces services qu'ils reçoivent. ➤

Les conservationnistes

Nikita (Nik) Lopoukhine est Président de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN, et ancien Directeur général de Parks Canada.

Simon Stuart est Président de la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN.

Au cours de ces vingt dernières années, un réseau remarquable d'aires protégées s'est créé dans le monde. De nombreux facteurs sont à l'origine de cette transformation radicale de l'utilisation de l'eau et des terres, mais la raison fondamentale est la volonté de conservation de la biodiversité. Les aires protégées sont le premier outil de conservation *in situ* de la biodiversité. D'ailleurs, plus de 80% des espèces figurant dans la Liste rouge des espèces menacées se trouvent dans ces aires protégées, qui offrent un habitat indispensable à la survie des espèces.

Les aires protégées couvrent presque 14% de la surface terrestre mondiale et moins de 1% seulement de la zone marine – alors que la pêche non durable et d'autres pratiques fragilisent les écosystèmes marins. En conséquence, la structure et la fonction de nombreux écosystèmes marins sont transformées à une vitesse dramatique. La première priorité de l'investissement doit donc être de protéger davantage les zones marines – principalement les eaux littorales et les eaux profondes. Par ailleurs, il faut accroître la protection des biomes et des écosystèmes sous-représentés dans les zones terrestres.

Cependant, la création d'une zone protégée n'est pas suffisante en soi. Il faut un personnel plus nombreux et mieux formé, ainsi qu'un budget conséquent. Ce n'est que par le renforcement des capacités que l'on pourra intégrer les parties prenantes dans les décisions de gestion, et s'assurer de la conformité de celles-ci avec le régime de protection. En outre, des investissements sont nécessaires dans le domaine de la 'Conservation de la connectivité' qui relie les aires protégées et favorise le mouvement de protection de la vie sauvage pour contrer les effets du changement climatique.

Des outils tels que l'évaluation rapide de la biodiversité, l'efficacité de la gestion et la diffusion de la connaissance par des publications et Internet sont des bons investissements, cependant l'investissement dans l'éducation et la formation est aussi important, sinon plus. À cet égard, il serait intéressant de mettre en place des bourses et d'autres mesures d'incitations institutionnelles afin d'encourager la formation du personnel en charge des aires protégées. 🍌

Pourquoi la biodiversité continue-t-elle à décliner ? Tout simplement parce que la volonté politique ne s'accompagne pas de volonté financière, même si le rapport du TEEB (*The Economics of Ecosystems and Biodiversity*) a révélé que le coût de l'inaction était au final beaucoup plus élevé que le coût de l'action. L'aide internationale en faveur de la biodiversité a été évaluée à 2 milliards de dollars par an – un chiffre terriblement insuffisant. Le projet de nouveau plan stratégique de la Convention sur la diversité biologique appelle à décupler les montants alloués à l'aide internationale en faveur de la biodiversité d'ici à 2020. L'UICN va plus loin et demande à chaque pays de l'OCDE de contribuer à hauteur d'un minimum de 0,3% de son PIB pour l'aide internationale en faveur de la biodiversité, qui s'ajoute aux 0,7% de l'aide au développement international soit, en dollars actuels, 120 milliards de dollars par an. Les économistes débattront probablement de la somme exacte qui garantira l'avenir de la biodiversité et des hommes, mais tous s'accorderont sans aucun doute pour dire que ce chiffre est entre un et deux ordres de grandeur supérieure aux dépenses actuelles.

Mais nous avons un problème dans nos rangs. Nous, les conservationnistes, pensons toujours trop petit. Craignant que l'échelle de chiffres que je cite ici ne soit politiquement réaliste (c'est en tout cas ce que beaucoup de gens disent), nous révisons nos opinions beaucoup trop à la baisse. Et nous demandons ensuite pourquoi les objectifs en matière de conservation sont de plus en plus hors d'atteinte ! Récemment, j'ai publié avec des collègues un article où nous demandions 60 millions de dollars d'investissement sur cinq ans pour développer la Liste rouge de l'UICN, afin qu'elle serve de 'Baromètre de la vie' pour le monde. Et quelle réponse avons-nous reçue ? Cette somme est trop élevée et peut être mieux dépensée ailleurs. Ce qui est fascinant, c'est que ces personnes considèrent que 60 millions de dollars est une somme trop importante, alors que nous pensons le contraire – surtout lorsqu'on les compare aux 120 milliards de dollars qu'il faudrait chaque année. Tant que le mouvement conservateur souffrira de ce manque flagrant d'ambition nous aurons, au mieux, des succès locaux isolés dans un contexte général de détérioration continue. Nous devons abandonner notre manière traditionnelle de voir les choses si nous voulons atteindre nos objectifs.

Pour revenir à la question initiale, si nous avons 100 milliards de dollars par an, où les dépenserions-nous ? La liste est longue, bien sûr, mais fondamentalement il faudrait établir des priorités de financement pour combattre les pressions exercées sur la biodiversité : dégradation de l'habitat, utilisation non durable des ressources, espèces envahissantes, changement climatique et pollution – et tout ce qui les accompagne : modes de vie non durables, pauvreté, subventions perverses. Une grande partie de cet argent devrait être dépensée dans le renforcement des capacités des pays tropicaux, ce qui permettra de répondre localement et mondialement à ces pressions. Enfin, même si la réponse mondiale aux pressions exercées sur la biodiversité ne se résume pas à une question d'argent, une grande partie de l'inertie politique s'explique quand même souvent, en fin de compte, par des considérations financières. C'est là le défi que le mouvement conservateur doit relever pour garantir un futur durable à la biodiversité. 🍌

Piet Wiet est Président de la Commission de l'UICN de la Gestion des écosystèmes.

100 milliards de dollars par an pour la conservation de la nature ? Nous les avons déjà entre les mains, mais nous les laissons filer.

La valeur des biens et services fournis par la nature à la société se chiffre en centaines de milliards de dollars chaque année. Et nous les laissons s'échapper. Nous les laissons filer au profit de l'avarice des entrepreneurs qui détruisent les forêts tropicales pour faire des fermes hamburger, du savon ou du biocombustible.

Nous permettons que les anciens systèmes de gestion des régions sèches soient détruits et que les terres de pâturages des nomades soient transformées en exploitations agricoles modernes inadaptées aux conditions locales. Nous permettons que les mangroves soient converties en fermes à crevettes, qui empêchent la reproduction des poissons et détruisent la protection côtière. Nous polluons, nous épuisons et ce sont nos petits-enfants qui paieront la note.

Nous devons préserver la production des services écosystémiques, afin de protéger la nature et l'homme. Pour cela, nous devons tous faire des efforts.

La Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™ a prouvé son efficacité pour améliorer la prise de conscience du public et adapter les politiques et la législation. Nous devons aujourd'hui aller plus loin en publiant une Liste rouge des écosystèmes afin d'alerter les gouvernements lorsque des produits et services écosystémiques essentiels et nécessaires à notre survie sont menacés et demandent à être protégés. Pour cela, nous avons besoin de communication, d'éducation, de législation, de gouvernance, etc.

Nous devons renforcer la résistance des écosystèmes et la gestion des systèmes face aux menaces et aux changements extérieurs. Nous devons responsabiliser les personnes qui dépendent directement du fonctionnement de ces écosystèmes, car elles possèdent souvent des traditions anciennes de gestion basées sur une connaissance profonde de leur environnement. Nous devons renforcer les capacités des gestionnaires des écosystèmes afin qu'ils soient capables de faire face aux défis modernes. Nous devons promouvoir, mettre en œuvre et tester de nouvelles techniques permettant de faire le lien entre les divers écosystèmes.

Enfin, nous devons restaurer voire reconstruire les écosystèmes, là où ils fournissent une eau propre et un air pur, là où les agents pollinisateurs évoluent, là où la fertilité des sols est recyclée. Les valeurs sont là. Ne laissons pas continuer ce gaspillage. 🍌

Êtes-vous d'accord avec les opinions suivantes ?

D'après vous, quelle est la meilleure façon de dépenser 100 milliards de dollars pour la conservation de la nature ? Rejoignez le débat modéré par les principaux économistes de l'UICN sur www.iucn.org/worldconservation

Élever le niveau

De nombreuses méthodes permettent d'accroître le financement à destination de la conservation de la nature. Dr Andrew Seidl, Chef du Programme Économie et Environnement Mondial de l'UICN, fait le point sur les approches existantes et émergentes.



Pendant des décennies, la conservation de la biodiversité s'est appuyée sur des sources de financement 'conventionnelles', alimentées essentiellement par les gouvernements, des ONG et des dons privés. Néanmoins, il est indispensable d'inclure d'autres acteurs. Une possibilité serait, par exemple, de faire appel aux forces du marché – lesquelles sont souvent tenues pour responsables de la perte de la biodiversité. Un travail commun avec la communauté économique permettra d'identifier les façons de gagner de l'argent à partir de pratiques environnementales raisonnables et montrera la rentabilité économique de la conservation de la biodiversité.

Les communautés environnementale et économique reconnaissent de plus en plus le potentiel commercial de la conservation de la biodiversité. Avec un public qui prend conscience de la crise de la biodiversité, les entreprises sont chaque jour plus nombreuses à intégrer les préoccupations liées à la biodiversité dans leurs activités ou à miser sur les nouveaux marchés de produits verts. À l'origine, la communauté environnementale cherchait essentiellement à identifier et à évaluer les dommages imputables au secteur privé. Puis, elle émettait des recommandations politiques pour réduire l'empreinte écologique, et exiger de l'industrie d'assumer l'ensemble des coûts de production. Aujourd'hui, la biodiversité est perçue de manière positive car on sait qu'elle est créatrice d'opportunités commerciales, qu'elle améliore les moyens d'existence et encourage une gestion avisée de la nature. En fixant un prix correct, en incluant l'ensemble des coûts dans la comptabilité des entreprises et en recherchant de nouvelles opportunités pour identifier et appréhender les valeurs de la biodiversité, les mesures d'incitation économique-environnementales apparaissent ainsi compatibles.

La solution n'est pas loin

Le financement de la conservation de la nature appelle à une responsabilité fiscale. Les milliards de dollars versés dans des subventions perverses ou nuisibles à l'écologie constituent potentiellement un vaste réservoir de financement. Il s'agit par exemple des subventions à l'agriculture ou des subventions aux énergies fossiles. Ces milliards de dollars des contribuables pourraient ainsi être alloués à d'autres priorités.

La carotte et le bâton

Les marchés sans entrave ne reflètent ni le coût des atteintes à la biodiversité ni les avantages de cette dernière pour la société. En revanche, les politiques et les réglementations, notamment les impôts, les redevances et les amendes liés au secteur environnemental, incitent les entreprises et les consommateurs à réduire leur empreinte environnementale. Essentielles pour réduire le coût des atteintes à la biodiversité, elles n'incitent cependant pas positivement à la conservation de la biodiversité.

La meilleure solution est d'éviter la perte de la biodiversité liée à l'activité économique. Mais lorsque cette perte est inévitable ou que son coût est très élevé, des mesures compensatoires peuvent être mises en place. De nombreux pays et entreprises se montrent intéressés car c'est une façon d'assigner et d'accepter la responsabilité des entreprises privées et du secteur public pour la perte de la biodiversité, et de générer des fonds pour la conservation et la restauration de la nature. Les mesures compensatoires sont des opérations de conservation de la nature, réglementaires ou volontaires, dont l'objectif est de compenser les préjudices inévitables causés par le développement. Les mesures compensatoires ne se limitent pas à la réhabilitation de sites, et peuvent inclure la création de nouvelles aires protégées, l'élimination d'espèces envahissantes ou la création de zones tampon autour de l'activité urbaine. En outre, le financement de l'habitat est perçu comme un moyen de payer en avance les mesures compensatoires des atteintes à la biodiversité. Mais certains écologistes craignent que ces mesures compensatoires ne soient utilisées par l'industrie et les gouvernements pour maintenir des activités trop préjudiciables. Aujourd'hui, on peut affirmer que le manque de normes largement acceptées et crédibles est le plus grand handicap des mesures compensatoires des atteintes à la biodiversité.

Payer le vrai prix

Le paiement des services écosystémiques pourrait être une possibilité de financement de la conservation de la nature. Le postulat de base est que les écosystèmes naturels sont des composants précieux de l'infrastructure de développement. Le coût d'approvisionnement de ces éléments indispensables au bien-être commun devrait être supporté par toute la société, et pas seulement par ceux qui s'occupent de sa gestion raisonnée. C'est même plutôt les acteurs locaux de cette gestion raisonnée qui devraient être rémunérés par ceux qui profitent des services fournis par les écosystèmes. Les programmes de paiement pour les services écosystémiques rémunèrent un service (ou une utilisation de terres susceptible de fournir ce service) et peuvent être locaux, nationaux ou internationaux. Le Mécanisme de développement propre, qui opère dans le cadre du Protocole de Kyoto, et la REDD (Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts), mise en œuvre dans le cadre du plan climatique de l'après-2012, sont deux exemples d'un paiement international des services écosystémiques.

Marchés verts

Les entreprises sont plus nombreuses à percevoir les opportunités de profit qu'il y a à semer et à récolter les services offerts par la nature. Des secteurs comme le tourisme de nature, les produits de santé naturels et l'agriculture biologique ou 'éco-agriculture' connaissent une croissance saine et représentent un potentiel significatif

pour la conservation de la biodiversité. Le taux de croissance des produits durables ou certifiés est trois à quatre fois plus élevé que la moyenne. Les marchés de produits favorables à la biodiversité peuvent encourager l'adoption de nouvelles méthodes de production et de transformation plus propres et plus durables, mais les gouvernements doivent pour cela mettre en place des mesures d'incitation économiques afin d'encourager leur croissance, ou libérer des prêts afin d'encourager réellement le changement dans les pratiques de production. L'économie verte devient de plus en plus intégrée au reste de l'économie ; les innovations réductrices de pauvreté, les investissements dans les énergies alternatives et l'utilisation efficace de l'eau, ou encore les entreprises de biodiversité participeront de façon importante à la croissance de l'industrie.

Avance rapide

Une multitude de mécanismes de marché en faveur de la conservation de la nature sont déjà disponibles ou en cours d'élaboration, néanmoins le financement international de la biodiversité continue à pâtir d'un large déficit. Pour y remédier, un Mécanisme de développement vert est actuellement à l'étude, qui permettrait au secteur privé de jouer un rôle plus grand dans la conservation de la biodiversité.

« Comme le Mécanisme de développement propre du protocole de Kyoto, le Mécanisme de développement vert pourrait offrir un service environnemental et permettre ainsi aux entreprises et aux consommateurs 'd'acheter' une protection de la biodiversité certifiée » explique Francis Vorhies, coordinateur de l'initiative Mécanisme de développement vert 2010.

En juillet 2010, l'étude intitulée *The Economics of Ecosystems and Biodiversity* sera publiée à destination de la communauté des affaires. Elle constituera un repère fondamental et offrira des conseils pratiques sur la façon dont les entreprises peuvent réduire les risques sur la biodiversité, mais aussi profiter de ces nouvelles opportunités nombreuses et rentables en intégrant les considérations liées à la biodiversité dans leurs pratiques commerciales habituelles.

Certaines entreprises commencent à exploiter la valeur économique des écosystèmes et à l'inclure dans leurs opérations, c'est le cas par exemple de l'Initiative pour l'évaluation des écosystèmes mise en place par le Conseil économique mondial pour le développement durable, dont l'UICN est partenaire. Ces initiatives sont destinées à montrer la réalité de la rentabilité de la gestion durable des ressources dans de nombreux secteurs économiques.

Pour renforcer la lutte contre la dégradation des écosystèmes et enrayer la perte de la biodiversité, nous avons besoin de plus d'informations et d'une meilleure compréhension des bénéfices des services écosystémiques, et d'une évaluation du coût complet de la conservation des écosystèmes et de la biodiversité. ■

Des décisions conscientes

Comment les citoyens ordinaires peuvent-ils contribuer à la conservation de la biodiversité par leur pouvoir d'achat ?

Les consommateurs, de plus en plus conscients, veulent avoir l'assurance que les biens qu'ils achètent sont produits éthiquement et durablement. Parallèlement, un nombre grandissant d'entreprises s'engagent à respecter les normes les plus élevées des programmes de certification environnementale et sociale. Pour cela, elles ont besoin de conseils sur la façon de s'approvisionner de façon responsable.

Tensie Whelan est Présidente de Rainforest Alliance, une organisation de conservation de la biodiversité qui cherche à garantir des moyens d'existence durables en modifiant les pratiques foncières et économiques, et le comportement des consommateurs. Elle affirme que la certification environnementale peut avoir un impact positif sur la biodiversité, et explique comment le citoyen ordinaire peut faire la différence.

« Les défis environnementaux qui attendent notre planète peuvent paraître tellement décourageants que les individus ont tendance à minimiser leur rôle. Cependant, chacun d'entre nous peut agir grâce à la certification. Qu'il s'agisse de biens ménagers quotidiens comme le papier, le café ou les fruits, ou de produits spéciaux comme des meubles, du parquet ou des vacances sous les tropiques, nous avons tous notre mot à dire sur la façon dont ces biens et services sont produits » déclare Tensie Whelan.

En choisissant des produits au label 'Certifié Rainforest Alliance™', les consommateurs peuvent contribuer à un monde plus durable d'un point de vue environnemental, et plus juste d'un point de vue social. Ce label est accordé aux forêts et aux exploitations qui font un réel travail de conservation de leurs ressources naturelles et qui garantissent un traitement juste aux travailleurs, à leurs familles et aux communautés.

Rainforest Alliance et ses partenaires travaillent avec des forestiers, des exploitants et des opérateurs de tourisme, mais également avec des entreprises qui vendent des biens et des services certifiés. Ainsi, les efforts des entreprises engagées dans une démarche durable ne sont pas qu'un seul outil marketing : ils font partie intégrante de la



réussite de leur gestion. En effet, la durabilité aide à conserver la biodiversité dans et autour des exploitations et des forêts certifiées, elle garantit un approvisionnement à long terme de matières brutes et une gestion plus efficace, et ouvre de nouveaux marchés – ce qui participe donc à la performance de l'entreprise.

« Prenez par exemple Finca Buenos Aires, au Guatemala. Établie il y a plus de 100 ans dans les ruines d'une cité maya, cette exploitation de café familiale de 182 hectares accueille des cerfs, des sangliers et des chats sauvages, des tatous et 65 espèces d'oiseaux. Elle abrite presque 150 espèces d'arbres, possède une nurserie sur le site et constitue une zone tampon pour la réserve forestière voisine » continue Mme Whelan. « Grâce à sa certification Rainforest Alliance, Felipe Guzmán, le propriétaire de l'exploitation, peut facturer son café à Kraft Foods 10% au-dessus du prix du marché, ce qui lui fournit une motivation économique pour maintenir son agro-forêt. »

« Dans le monde entier, des individus, des communautés et des entreprises s'impliquent pour que les besoins actuels soient satisfaits sans compromettre notre futur collectif. Si chacun de nous vérifie la présence du label Rainforest Alliance pour chaque paquet de café, régime de bananes ou rame de papier qu'il achète, alors nous aurons tous le pouvoir de transformer cette vision en réalité. » ■

www.rainforest-alliance.org

Est-ce vraiment vert ?

Les labels écologiques et les programmes de certification environnementale prolifèrent, mais comment être sûrs qu'ils tiennent leurs promesses ?

L'Alliance ISEAL, l'association mondiale pour les normes sociales et environnementales, travaille au renforcement de l'efficacité et de l'impact des systèmes de normalisation volontaire émergents ou déjà établis, et s'associe aux entreprises, aux organisations à but non lucratif et aux gouvernements pour encourager l'utilisation de ces normes. Plusieurs organisations membres de l'ISEAL, comme Rainforest Alliance ou d'autres organisations dans le domaine de l'agriculture biologique, soutiennent explicitement la conservation de la biodiversité et s'interrogent sur la façon de l'inclure dans leurs chaînes d'approvisionnement.

L'ISEAL met au point un code de bonnes pratiques pour évaluer l'impact des systèmes de normes et utilise pour cela des méthodes de mesure d'impact qu'elle confronte avec une gamme d'indicateurs, dont la biodiversité fait partie.

« Avec le temps, nous espérons provoquer des changements dans les systèmes de normes et améliorer la performance de la biodiversité et d'autres aspects de la durabilité » déclare Wiebke Herding, Directrice de la communication d'ISEAL.

L'ISEAL cherche également à changer d'échelle, et tente de développer l'adoption de systèmes de normes crédibles. « Dans le cadre de cette initiative, nous définissons la couverture de nos membres par rapport à des critères de secteurs et de durabilité afin d'identifier les lacunes et les chevauchements. Cela permettra ainsi aux systèmes de normes de mieux se positionner sur le marché, et aux consommateurs de mieux décider où placer leurs priorités » conclut Mme Herding.

www.isealalliance.org

Réaction en chaîne

La biodiversité pourrait profiter du financement destiné à la réduction de la déforestation dans le cadre du programme de lutte contre le changement climatique.

La déforestation représente une des sources les plus importantes d'émissions de gaz à effet de serre. En conséquence, la lutte contre le changement climatique par la Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD), surtout dans les pays en développement, est devenue la première priorité du programme mondial de lutte contre le changement climatique.

Pour maximiser l'efficacité de la REDD, il faudrait lui inclure la restauration des forêts dégradées, l'accroissement des stocks de carbone et la gestion durable des forêts, parallèlement à la conservation de la nature. Ce programme connu sous le nom de 'REDD-plus' offre de multiples avantages environnementaux et sociaux, dont la conservation de la biodiversité et la restauration des écosystèmes.

Selon une étude publiée par l'UICN : *The Cost of REDD : Evidence from Brazil and Indonesia*, les communautés forestières, l'environnement et les entreprises peuvent tous tirer profit du programme REDD-plus. En effet, l'étude examine en détail la rentabilité financière des activités responsables de la déforestation, comme l'élevage de bœuf ou la culture de soja en Amazonie, et compare ces coûts à ceux des autres options disponibles en matière de lutte contre le changement climatique, comme l'efficacité énergétique ou le captage et le stockage du carbone. Selon les données disponibles, le coût de la REDD se situe entre 2 et 10 dollars par tonne de CO₂e (équivalent CO₂), selon la rentabilité de la production agricole sur la terre forestière – qui inclut l'opportunité, la mise en œuvre et les coûts de transaction.

« Par rapport aux coûts industriels de réduction des émissions de gaz à effet de serre, qui peuvent dépasser 50 dollars par tonnes de CO₂e dans de nombreux pays, la REDD permet de réduire les émissions à un coût nettement inférieur » explique Nathalie Olsen, du Programme Economie et Environnement de l'UICN et co-auteur de l'étude. « Mais le manque d'information au niveau local est un gros handicap pour impliquer davantage les secteurs de la finance et de la politique. »

Il est très probable que le coût des programmes REDD soit majoritairement constitué du 'coût d'opportunité' de la conservation des forêts, c'est-à-dire du dédommagement versé aux gouvernements et aux propriétaires terriens. Plus précisément, c'est le revenu perdu du fait de l'absence d'exploitation forestière, de l'exploitation plus



durable, ou de la non-conversion des terres en terres agricoles. Enfin, dans un souci d'équité, les droits des populations locales et indigènes doivent être respectés et il incombe à la REDD de définir clairement les droits de propriété et de mettre en place des accords transparents de partage des bénéfices notamment. Même si cela augmente les coûts de transaction, ces points sont essentiels pour garantir l'efficacité de la REDD.

L'étude de l'UICN se concentre sur le Brésil et l'Indonésie – deux des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre au monde. Le Brésil est responsable d'environ la moitié de la déforestation annuelle dans le monde, laquelle se concentre essentiellement en Amazonie. La plupart des émissions de l'Indonésie, troisième plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde, sont dues à la déforestation, à la dégradation des forêts et aux feux de forêts. Selon l'étude, le rendement financier de l'agriculture et de l'élevage sur les terres récemment déboisées dans ces deux pays est souvent tellement bas que les paiements effectués au titre de la REDD pourraient être attractifs pour de nombreux propriétaires terriens. Au Brésil, le stockage du carbone est aujourd'hui compétitif face à l'élevage extensif compte tenu de ses prix actuels. L'élevage représente aujourd'hui l'utilisation des sols la

plus courante en Amazonie puisqu'environ 80% des terres récemment déboisées lui sont consacrées. La rentabilité des réductions d'émissions de CO₂ par la limitation de la déforestation est donc une option très réaliste.

« La REDD-plus offre un moyen économiquement rentable d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, tout en contribuant significativement à la conservation de la biodiversité » ajoute Nathalie Olsen. « Lorsque les forêts sont conservées pour stocker le carbone, les bénéfices sont évidents pour les services écosystémiques et la conservation de la biodiversité, et chez les communautés locales. Cependant, il est indispensable que nous installions un cadre juridique et institutionnel pour mettre en œuvre la REDD-plus, ce qui demandera une action concertée au niveau international. » ■

The Cost of REDD : Evidence from Brazil and Indonesia est disponible sur le site www.iucn.org

Pour plus d'articles sur le financement de la REDD, veuillez vous reporter au dernier numéro d'*arborvita*, produit par le Programme de Conservation des Forêts de l'UICN : www.iucn.org/forest

Un financement intelligent

Peter Carter, de la Banque européenne d'investissement, examine le rôle positif des banques dans la protection et les projets de conservation de la biodiversité.

Savoir conserver et utiliser durablement la biodiversité est un véritable défi pour les communautés financière et économique, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les banques et les entreprises ont généralement une compréhension erronée de la biodiversité, et sous-estiment son importance. Deuxièmement, elles ne comprennent pas nécessairement en quoi la biodiversité est une opportunité ou un risque. Troisièmement, la finance et l'économie ont l'habitude de raisonner en termes monétaires alors que de nombreux attributs de la biodiversité sont difficilement traduisibles en valeur pécuniaire, sans parler de la valeur et de l'opportunité de la biodiversité pour l'ensemble de la société. Quatrièmement, la biodiversité est en partie un bien public qu'il est difficile de chiffrer précisément ou de faire payer pour sa conservation et son utilisation. Enfin et dernièrement, le cadre réglementaire est fréquemment insuffisant et l'absence de mesures d'incitation et d'une certitude suffisante empêche de pouvoir investir à long terme.

La Banque européenne d'investissement cherche à répondre aux défis liés à la biodiversité par différentes approches. Dans le domaine de la lutte contre le changement climatique, la biodiversité est envisagée de manière transversale et est intégrée dans les principales activités de la Banque. La Banque européenne d'investissement, fidèle à sa philosophie traditionnelle de 'ne pas porter préjudice', cherche à appliquer le principe de précaution et celui du 'pollueur paie' du Traité de l'Union européenne. Elle examine tous les projets qui lui sont présentés pour financement en fonction de leur effet négatif sur la biodiversité. Lorsque les effets sont potentiellement significatifs, elle demande au promoteur du projet de prendre les mesures nécessaires afin d'éviter, de minimiser ou de réduire ces impacts. Lorsque les effets négatifs perdurent, elle encourage le promoteur

à utiliser les mesures compensatoires des atteintes à la biodiversité. En effet, la Banque soutient l'application pratique de cette approche dans un certain nombre de pays en développement où elle finance des projets.

Au sein de l'Union européenne – là où se concentre principalement l'activité de la Banque – la Banque européenne d'investissement accorde une importance particulière à la protection des sites Natura 2000, et à leur conformité avec les directives européennes sur la nature (habitats et oiseaux). Elle demande également, lorsque cela est possible et réalisable, que les principes et les normes de la politique communautaire sur la biodiversité soient appliqués aux projets qu'elle finance dans le reste du monde. Il arrive parfois qu'elle s'abstienne de financer des projets pour des raisons liées à la biodiversité, dans des zones d'habitat classées sensibles sur la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées et la législation européenne, par exemple.

Mais il ne suffit pas d'agir en défense, ce qui reviendrait simplement à sauvegarder ce qui reste de la biodiversité. Les récentes déclarations politiques de l'Union européenne à ce sujet sont claires : aujourd'hui, la volonté est de restaurer les écosystèmes dégradés et la biodiversité qui les habite – d' 'agir positivement'.

La Banque européenne d'investissement a pu tirer un certain nombre de leçons grâce à son travail d'identification et de financement des 'projets de biodiversité'. Tout d'abord, elle souligne la nécessité d'instaurer un financement 'intelligent' car le financement conventionnel de la dette et la participation au capital sont sans doute insuffisants. Un financement concessionnel pourrait être mis en place, et la Banque a d'ailleurs testé les subventions aux taux d'intérêt, le partage des risques et d'autres 'produits' financiers destinés à abaisser le coût du capital afin de mieux refléter l'importance de la biodiversité pour le 'bien public'.

Deuxièmement, il est possible de réaliser des gains en matière de biodiversité à partir d'initiatives plus avancées dans des domaines connexes. Grâce à la REDD par exemple (Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts), la conservation et la gestion durable des forêts sont améliorées et la biodiversité en profite. En fait, n'importe quel investissement lié aux ressources naturelles devrait pouvoir créer des bénéfices significatifs pour la biodiversité.

Troisièmement, du fait de la faiblesse fréquente des institutions associées à la biodiversité, les banques pourraient décider de fournir une assistance technique au promoteur du projet en particulier, ou renforcer les capacités et le financement de façon plus générale. La Commission européenne, en partenariat avec la Banque européenne d'investissement et d'autres institutions, offre par exemple une assistance technique à plusieurs nouveaux États membres de l'Union européenne pour les aider à créer des petites et moyennes entreprises rentables et qui possèdent de forts attributs en termes de biodiversité comme l'éco-tourisme, la foresterie durable et l'agriculture biologique.

Reconnaissant que l'identification et la monétarisation des services écosystémiques constituent la principale possibilité de financer l'environnement, la Banque européenne d'investissement accueille favorablement l'étude éloquentة intitulée *The Economics of Ecosystems and Biodiversity* et soutient la recherche dans ce domaine dans un certain nombre d'universités européennes. Ces analyses contribueront à développer la valeur commerciale de la biodiversité. Elles permettront également de créer et de mettre en place des cadres institutionnels et politiques améliorés, ainsi que des instruments basés sur le marché incitant davantage le secteur privé à participer à la protection et à l'utilisation durable de la biodiversité. ■

Peter Carter est Directeur du Bureau des questions environnementales et sociales à la Banque européenne d'investissement.

Créée par le Traité de Rome en 1958, la Banque européenne d'investissement est la banque de prêt à long-terme de l'Union européenne.

www.eib.org



Argent comptant

Alors que les entreprises profitent de l'engouement pour les produits et services naturels, quelques organisations de conservation de la nature créent des entreprises commerciales dont les recettes sont destinées à la conservation.

Pour Giulia Carbone, du Programme Affaires et biodiversité de l'UICN, « la conservation de la nature commence à être perçue comme économiquement rentable, y compris chez les organisations de conservation de la nature, et les entreprises de biodiversité sont en plein essor ».

On regroupe sous l'appellation 'entreprises de biodiversité' des entreprises commerciales générant des profits par des activités qui préservent la biodiversité, utilisent les ressources biologiques de manière raisonnable et partagent équitablement les bénéfices.

« De nombreuses organisations, dont les Membres de l'UICN, exploitent la demande croissante de produits et services responsables » ajoute Mme Carbone. « Cette demande se développe dans de nombreux secteurs : activités traditionnelles d'éco-tourisme, culture d'ingrédients naturels utilisés par l'industrie du bien-être en plein essor, 'produits de la connaissance' comme les guides de découverte sur les espèces sauvages. Très souvent, l'impact est positif pour l'économie et la biodiversité. »

Le Réseau asiatique pour une agriculture durable et des bioressources (ANSAB) est un bon exemple de cette évolution : cette organisation a créé Himalayan Bio Trade Private Limited (HBTL), un regroupement d'entreprises communautaires qui commercialisent des produits forestiers non ligneux sur le marché national et international. Elles vendent principalement des huiles essentielles, du papier artisanal et des plantes médicinales et aromatiques du Népal. Les huiles essentielles et le papier artisanal sont les plus demandés à l'international, notamment par l'industrie cosmétique. L'objectif d'HBTL est d'approvisionner les entreprises multinationales engagées dans le développement durable et disposées à payer plus cher des biens naturels produits durablement. Pour l'instant, HBTL travaille avec Aveda, S & D Aroma et Altromercato, qui ont fait bénéficier les entreprises locales de leur expertise commerciale. Grâce à HBTL, plus de 80 000 hectares de forêts et de pâturages ont pu être mieux gérés par le biais d'une gestion forestière communautaire, et la création d'entreprises a profité à plus de 15 000 foyers.

Dans la région du Grand Mékong, le WWF et le fabricant de meubles suédois IKEA mettent actuellement au point un modèle

de production et de commercialisation durable du rotin, susceptible d'améliorer sensiblement le développement rural et la conservation des forêts dans la région. Le rotin, présent dans les forêts de toute la région, a divers usages, entre autres la fabrication de meubles. Les communautés villageoises de la République démocratique populaire lao, du Cambodge et du Vietnam dépendent fortement de son commerce, et les ventes représentent parfois jusqu'à 50% des revenus nets disponibles dans les régions rurales. À l'échelle nationale, le rotin est également une source importante de revenus en devise étrangère. Cependant, plus de 90% du rotin du Grand Mékong provient de forêts naturelles, où les méthodes de production ne sont écologiquement pas viables. Le Programme du WWF-IKEA sur la culture et la production durable du rotin vise à donner aux communautés, aux gouvernements et à l'industrie une raison

« De nombreuses organisations, dont les Membres de l'UICN, exploitent la demande croissante de produits et services responsables. »

économique de conserver les forêts. Pour IKEA, qui utilise essentiellement du rotin récolté dans cette région, c'est l'assurance d'avoir un approvisionnement régulier. Ainsi, le WWF a aidé à la création de 'villages-entreprises' où la culture, la production et la commercialisation du rotin sont viables d'un point de vue écologique et commercial. Il a également participé à la création de nourriceries de rotin, qui permettent de réduire la dépendance face au rotin sauvage. Dans la République démocratique populaire lao, ces plantations génèrent 500 dollars par an et par hectare.

Le Flower Valley Conservation Trust, créé en 1999 grâce à un projet avec Fauna and Flora International, encourage l'utilisation durable des fleurs fynbos du Royaume floral du Cap sur le marché de détail des fleurs. La culture de fleurs sauvages est traditionnellement une source importante de moyens d'existence et d'emploi pour les populations de la région occidentale du Cap, en Afrique du Sud, mais cette région a été



touchée par la disparition systématique des espèces commercialement viables, comme le King Protea, et la conversion des terres en terres agricoles. Les scientifiques impliqués dans le développement de la région ont alors défini des niveaux de culture viables pour les variétés commerciales, afin de réduire les risques pour les entreprises tout en maximisant les gains issus du capital naturel de la région. Aujourd'hui, le King Protea et d'autres espèces sont vendus à des entreprises commerciales européennes comme Marks & Spencer, et à des chaînes de magasins nationales sud-africaines comme Pick 'n Pay, qui trouvent toutes un intérêt à s'assurer un approvisionnement viable et à participer au développement de l'industrie.

Vous retrouverez ces quelques exemples dans le rapport de l'UICN : *Le Temps des entreprises Biodiversité*, financé par le gouvernement français ainsi qu'un *Guide to Enterprise Development for Conservation Organisations* (Guide dédié à la création d'entreprises pour les organisations de conservation). Enfin, en début d'année, l'UICN a organisé en coopération avec le Comité national néerlandais de l'UICN un atelier de formation dans la région du Mékong pour renforcer les compétences touristiques des organisations de conservation de la nature qui travaillent sur des projets de tourisme dans le cadre de leurs programmes de conservation. www.iucn.org/business ■

www.ansab.org
www.panda.org/greatermekong.org
www.flowervalley.org.za

Un petit prix à payer

Les entreprises commencent à percevoir l'intérêt économique d'inclure les services écosystémiques dans leurs activités.

Toutes les activités économiques ont un impact sur les écosystèmes et dépendent, d'une façon ou d'une autre, de leurs services. Cependant, si les entreprises veulent garantir l'acceptation sociale de leurs activités, elles devront trouver des façons de mesurer, de gérer et de réduire leurs impacts écologiques. Plusieurs d'entre elles montrent déjà l'exemple.

Aggregate Industries UK, une filiale de Holcim, restaure les écosystèmes dans le cadre de ses activités d'extraction. Lors de l'agrandissement d'une carrière existante dans le Nord Yorkshire, l'entreprise a proposé de créer plusieurs zones humides pour abriter la faune et la flore sauvages ainsi qu'un lac artificiel de loisir, après avoir extrait le sable et les graviers sur des terres actuellement utilisées pour l'agriculture. Une évaluation de l'écosystème a été réalisée pour évaluer les types et l'ampleur des bénéfices économiques qu'engendrerait la restauration de cette zone humide. L'étude a révélé la valeur des bénéfices pour la biodiversité générés par les zones humides proposées (1,4 million de £), les bénéfices humains du lac (350 000 £) et l'accroissement de la capacité de stockage des précipitations pour l'ensemble de la région (224 000 £), soit un bénéfice net pour la communauté locale d'environ 1,1 million de £. La valeur de la séquestration du carbone dans ces zones humides apparaît en réalité peu importante, alors que les bénéfices marginaux associés aux zones humides excèdent largement les bénéfices actuels issus de la production agricole. L'étude montre également le faible coût de la restauration de l'écosystème et de son entretien par rapport au bénéfice économique de la restauration

de la zone humide et au rendement financier de l'extraction du sable et des graviers. En bref, lorsqu'une entreprise compense l'impact négatif sur l'environnement de ses opérations, elle préserve non seulement l'acceptation sociale de ses activités mais améliore de façon générale et à un coût modeste les services écosystémiques.

Rio Tinto a pour objectif politique d'avoir un Impact positif net sur la biodiversité à l'issue de sa production. Pour cela, l'entreprise associe deux démarches : éviter ou réduire les dommages faits aux écosystèmes, ou restaurer ceux-ci ; et mettre en place des mesures compensatoires des atteintes à la biodiversité et d'autres actions en faveur de la conservation de la nature. À Madagascar, l'entreprise envisage dans le cadre de sa stratégie de mesures compensatoires d'encourager la conservation d'environ 60 000 hectares de forêt tropicale en zone basse, ce qui compenserait en partie les impacts résiduels inévitables de ses opérations d'extraction minière dans la région. Dans ce cas, la région préservée et les avantages postérieurs sur la biodiversité, dans le cadre de cette stratégie de mesures compensatoires des atteintes à la biodiversité, égaleront voire excéderont les objectifs fixés en matière de conservation de la nature pour compenser l'impact résiduel des opérations minières. À cet égard, une étude a été commandée pour estimer la valeur monétaire des bénéfices sur la biodiversité. L'étude a pris en compte le coût de la conservation, y compris l'investissement de départ, le coût d'entretien des zones protégées, ainsi que le coût d'opportunité supporté par les populations locales lorsqu'elles perdent l'accès à des terres qui, historiquement, leur fournissaient

des aliments et des revenus en espèces dans les périodes difficiles, et des ressources pour le développement de l'agriculture. Les avantages de l'écosystème considéré incluaient l'habitat pour la faune et la flore sauvages, la régulation hydrologique, le stockage du carbone ainsi que les possibilités d'écotourisme et la bio-prospection. Les résultats préliminaires suggèrent d'importants bénéfices économiques associés à la conservation de la nature. Néanmoins, il convient de remarquer que de nombreux avantages se cumulent mondialement (comme l'habitat pour les espèces sauvages ou le stockage du carbone) alors que les coûts de la conservation sont principalement à la charge des communautés locales dont l'accès aux ressources forestières est restreint. L'étude souligne le besoin et la valeur potentielle des compensations à verser aux populations locales, sous forme de paiement pour les services écosystémiques par exemple. De façon générale, cette analyse montre comment inclure la valeur économique des biens naturels dans la prise de décision économique-environnementale.

Parmi les 15 entreprises étudiées, Aggregate Industries et Rio Tinto se distinguent des autres par l'utilisation de l'évaluation des écosystèmes. Leur capacité à se servir de la valeur des services écosystémiques montrera aux autres entreprises les avantages d'une réelle comptabilité environnementale où tous les coûts et bénéfices sont pris en compte, afin d'améliorer la viabilité des décisions. « Étant donné que les consommateurs demandent que la production soit plus verte, les entreprises capables de montrer leur investissement dans le capital naturel gagneront des parts de marché significatives » affirme Nathalie Olsen, du Programme Économie et Environnement de l'UICN.

Le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD), se basant sur l'Examen des services écosystémiques publié en 2008 par le World Resources Institute et le WBCSD, lance aujourd'hui l'Initiative pour l'évaluation des écosystèmes, dans laquelle l'UICN joue un rôle majeur et dont l'objectif est de guider les entreprises sur la façon de comptabiliser au mieux les coûts et les bénéfices des écosystèmes. ■

www.wbcso.org



Des nouvelles du terrain

Un aperçu de quelques projets en cours des Bureaux régionaux de l'UICN sur l'évaluation des écosystèmes et l'investissement actuel.

Les populations insulaires et les habitants des zones basses ressentent déjà les effets du changement climatique. Dans les petits pays insulaires comme les îles du Pacifique, la présence d'écosystèmes sains permet de contrôler les inondations. Mais lorsque les paysages sont modifiés, par exemple en asséchant les zones humides de mangroves pour les transformer en terres agricoles, ou en déboisant les forêts situées sur des pentes raides pour laisser place à l'agriculture, les fonctions normales des écosystèmes sont perturbées et le risque d'inondation augmente. En 2009, les îles Fidji ont connu des inondations extrêmement violentes qui ont sévèrement touché la ceinture de canne à sucre qui entoure l'île et tous ceux qui en dépendent pour vivre.

Selon une étude réalisée par l'UICN Océanie sur le coût économique des inondations, la vulnérabilité des communautés locales n'est pas seulement liée à la nature et à l'intensité des catastrophes, mais également à des facteurs comme l'état des écosystèmes locaux, la nature du système de production agricole et la santé de l'industrie. Les dommages causés par les inondations pour l'agriculture et les communautés urbaines sont donc le résultat d'une interaction complexe de facteurs physiques, géographiques, économiques et de développement humain.

Toujours selon cette même étude, les pertes économiques dans la seule ceinture de canne à sucre se sont élevées à presque 24 millions de dollars fidjiens, un coût supporté par les familles d'exploitants agricoles, les industriels du sucre et le gouvernement. Le rapport estime que presque 50% des agriculteurs touchés par les inondations vont, au moins à court terme, basculer dans la pauvreté, et au moins 25% d'entre eux seront incapables de satisfaire leurs besoins nutritionnels basiques.

« De nombreux petits exploitants de canne à sucre ont dû, à court terme, choisir entre nourrir leurs familles ou payer le ticket de bus scolaire pour leurs enfants » déplore Padma Narsey Lal, Conseillère technique principale au bureau régional de l'UICN Océanie. « L'industrie de la canne à sucre de Fidji a subi d'importantes pertes à cause de ces inondations et est d'autant plus dans l'incapacité de les supporter que les subventions des prix à l'importation de l'Union européenne ont diminué avec l'accord de Cotonou, qui a remplacé l'accord de Lomé. »



Par ailleurs, au Burkina Faso, une évaluation économique est en cours pour améliorer la politique de développement rural dans la vallée de Sourou. Cette région – une des zones humides les plus importantes du pays – subit en effet une pression intense de la part de l'agriculture.

Du fait de l'absence d'information sur la valeur économique globale de cet écosystème, les ressources naturelles de la région peuvent être mal utilisées. Jusqu'à présent, l'accent était essentiellement mis sur la production agricole, le postulat étant que celle-ci augmenterait la sécurité alimentaire des communautés locales et du Burkina Faso en général. Néanmoins, plus de 20 ans après le début de ces importants investissements, la 'révolution verte' tant attendue ne s'est pas concrétisée. En effet, les communautés dépendent toujours d'autres biens et services écosystémiques pour assurer leurs moyens d'existence et leurs revenus. Désireuse de montrer l'ensemble des bénéfices fournis par cet écosystème de zone humide, l'UICN a mené une évaluation économique des ressources naturelles de la vallée de Sourou.

La valeur annuelle totale estimée de cette région est de 15 millions d'euro, se répartissant de la manière suivante : bois de chauffage et logement : 37% ; produits forestiers non ligneux : 21% ; pâturages : 18% ; pêche et transport fluvial : 10% chacun ; production agricole : 3% ; et tourisme : 1%. Selon cette étude, la production agricole n'apparaît pas comme le principal avantage économique de la région malgré les niveaux élevés d'investissement depuis 1970.

« Les études de terrain révèlent également que les pratiques agricoles actuelles menacent les services écosystémiques, comme le contrôle des inondations et la régulation climatique, ce qui peut compromettre les autres avantages économiques de la vallée. Nous devons donc adhérer avec prudence aux

politiques de développement rural en l'absence d'une information économique complète » déclare Jacques Somda, Chargé de programme au Bureau régional de l'UICN pour l'Afrique centrale et occidentale.

Enfin, le Parc national Laguna Lachuá, situé dans la région nord du Guatemala, constitue avec les 55 communautés qui vivent autour du bassin versant de la lagune la région écologique de Lachuá, qui abrite une riche diversité biologique. La majorité des habitants sont des indiens Maya-Q'eqchi'. À Lachuá, l'UICN a participé à la formation de FUNDALACHUA, une alliance entre parties prenantes et organisations locales, qui encourage la conservation des ressources naturelles dans cette région écologique par des projets de reboisement, une gestion avisée des forêts, un artisanat local et du tourisme, dans l'optique de diversifier les sources de revenus dans la région.

« Aujourd'hui, nous nous appuyons sur les réalisations de FUNDALACHUA pour exploiter des nouveaux marchés pour les services écosystémiques, notamment par la comptabilisation du carbone de la région » explique José-Arturo Santos, du Bureau régional de l'UICN pour la Més-Amérique. « Dans les prochaines années, le carbone pourrait représenter une source supplémentaire de revenus pour la population locale, tout en aidant le gouvernement national à mettre au point des politiques de Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD). » ■

Personnes à contacter :

Padma Lal : padma.lal@iucn.org

Jacques Somda : jacques.somda@iucn.org

José-Arturo Santos : jose-arturo.santos@iucn.org

Changer les esprits

Pour Juan Marco Alvarez, il faut changer les esprits pour faire de l'économie mondiale verte une réalité.

Au cours de cette Année internationale de la biodiversité, il est absolument essentiel que le public prenne conscience et apprécie davantage la valeur incroyable de la nature. L'étude *The Economics of Ecosystems and Biodiversity* (TEEB), qui sera publiée dans les mois qui viennent, constituera un repère fondamental en prouvant combien notre environnement naturel est central au bien-être humain et à la prospérité – et cette démonstration constitue un énorme défi. Cette étude devrait déclencher un certain nombre d'actions positives, mais il reste encore beaucoup à faire.

Le développement économique est trop souvent fondé sur un horizon limité où seuls comptent les gains à court terme. La recherche éternelle de productivité économique immédiate et optimale a empêché les décideurs d'avoir une vue d'ensemble de la situation – et cette vue d'ensemble, c'est une planète aux ressources naturelles limitées, à la population humaine croissante et affamée, au climat mondial de plus en plus imprévisible et dérégulé où la diversité biologique est menacée et où les ressources en eau se raréfient rapidement. À moins que la société ne change radicalement sa façon de gérer et d'interagir avec les ressources naturelles dont elle dépend, notre économie mondiale est vouée à la catastrophe.

Toutefois, cette situation générale n'est pas complètement désespérée et les opportunités sont nombreuses dans notre société prospère. Le mépris généralisé et le manque d'appréciation de la valeur des écosystèmes peuvent d'ailleurs être considérés comme une opportunité d'investissement à saisir. De nombreux projets et initiatives décrits dans ce numéro de *Planète Conservation*

l'ont montré : investir dans le capital naturel peut être source de profits remarquables. Investisseurs, entrepreneurs, responsables et actionnaires : tous ont intérêt à garantir à la société un approvisionnement continu en biens et services écosystémiques, dont nous dépendons tous. De nombreuses entreprises ont déjà pris conscience que leurs résultats dépendent de la durabilité de l'environnement dans lequel elles exercent leur activité. Plus elles consomment de ressources et augmentent cette dépendance, plus elles seront tentées d'améliorer leur efficacité, en dissociant notamment les ressources naturelles de la croissance économique.

Ainsi, investir dans notre environnement équivaut fondamentalement à investir dans notre qualité de vie. Abandonnons donc ces schémas de pensée où la valeur est seulement mesurée en termes quantitatifs : dans la nouvelle économie mondiale, la production de revenus doit être un moyen pour arriver à une fin, et non une fin en soi. L'objectif ultime est l'amélioration de la qualité de la vie pour tous et la durabilité à long terme de l'activité humaine. Évidemment, la conservation de la biodiversité est centrale à cette entreprise de par sa contribution incommensurable au bien-être humain et à la prospérité. Elle peut inspirer des innovations technologiques ou bien participer à l'approvisionnement en biens et services écosystémiques cruciaux en offrant un air pur, une alimentation, de l'eau et une protection contre les catastrophes naturelles.

Il est temps d'agir une fois pour toutes. Il incombe aujourd'hui à nos dirigeants et à nos décideurs de mettre en œuvre les politiques nécessaires pour intégrer la valeur de l'environnement dans le système économique. De nouveaux mécanismes financiers innovants

pourraient saisir la valeur des services fournis par les écosystèmes et la biodiversité, comme par exemple le Mécanisme de développement vert ou le Fonds pour la Terre du Fonds pour l'environnement mondial (GEF). En outre, il est temps pour les entreprises de s'engager dans la conservation de la nature et de travailler avec leurs semblables pour mettre au point des normes solides de réduction de leur impact environnemental. Enfin, tous les citoyens du monde peuvent faire pression sur leurs dirigeants, mais aussi changer et adapter leurs habitudes de consommation pour s'adapter aux limites de notre biosphère, actuellement en processus de dégradation rapide.

Reconnaissant l'ampleur de la tâche et l'urgence du défi qui l'attend, encouragée malgré tout par les occasions de travailler avec ses partenaires pour trouver les solutions adéquates, l'UICN s'engage à faire du passage à l'économie verte la priorité du 21^{ème} siècle. Ce travail est réalisé et coordonné par le réseau thématique de l'UICN sur l'Économie verte, dont l'objectif est d'unifier et de coordonner les efforts actuels des Membres de l'UICN, des Commissions, du Secrétariat et des partenaires concernés. ■

Juan Marco Alvarez est Directeur du Groupe sur l'Économie et la Gouvernance Environnementale et Chef du Programme Affaires et Biodiversité.

Pour plus d'information, rendez-vous sur : www.iucn.org/what/tpas/greeneconomy/ or send an email to greeneconomy@iucn.org

L'union fait la force

La Coalition pour une économie verte est une alliance d'organisations dont l'objectif est d'accélérer la transition vers une économie mondiale plus durable. L'UICN et plusieurs de ses Membres soutiennent la création de ce vaste réseau qui inclut des syndicats, des organisations de développement ainsi que des entreprises et des groupes de consommateurs. La Coalition encourage la compréhension commune des thèmes liés à l'économie verte, ainsi que l'apprentissage, la créativité et l'innovation dans tous les secteurs de la société.

« Nous avons vécu au-dessus de nos moyens, et toutes ces crises climatique, énergétique, alimentaire et financière ; tous ces problèmes d'eau, de pauvreté et d'emploi sont liés à notre activité économique non durable » affirme Sally Jeanrenaud, Directrice du Programme de la Coalition pour une économie verte.

« La Coalition pour une économie verte propose des solutions créatives aux nombreux problèmes mondiaux en reliant les personnes, la planète et la prospérité. Elle couvre divers secteurs d'activité, implique les parties prenantes du monde entier et offre une plateforme intégrée et bien informée où débattre et planifier la transition vers une économie verte. »

La Coalition a rédigé un texte central qui présente sa vision pour le futur, évalue les principaux défis à relever et établit une feuille de route pour agir. Dans les mois qui viennent et à l'occasion du sommet du G20, qui regroupera les principaux dirigeants mondiaux, la Coalition publiera son quatrième communiqué consécutif de haut niveau où elle présentera la façon dont les décideurs peuvent encourager la transition vers une économie verte. Active sur la scène internationale, la Coalition facilite également l'organisation de dialogues régionaux, avec deux événements prévus à la fin de cette année en Inde et au Brésil.

www.greeneconomycoalition.org

Publications

Choix de publications de l'UICN sur l'économie et la conservation de la nature



THE ECONOMICS OF ECOSYSTEMS AND BIODIVERSITY: REPORT FOR BUSINESS

Compilé et édité par Joshua Bishop, Nicolas Bertrand, William Evison, Sean Gilbert, Linda Hwang, Mikkel Kallesoe, Cornis van der Lugt, Francis Vorhies.

Ce rapport éloquent offre des conseils pratiques sur la façon dont les entreprises peuvent réduire les atteintes à la biodiversité mais aussi bénéficier des nouvelles opportunités, qui deviennent profitables si elles intègrent les considérations liées à la biodiversité dans leurs pratiques commerciales habituelles. Illustré d'exemples mettant en scène diverses entreprises, secteurs et régions, ce rapport souligne l'intérêt d'intégrer la biodiversité et les écosystèmes dans l'activité économique. Enfin, cette étude analyse les nouvelles préférences des consommateurs envers les produits et services favorables à la biodiversité ; le statut de la biodiversité et des écosystèmes, les tendances dans ce domaine et les facteurs du déclin ; et les impacts et la dépendance des principaux secteurs économiques vis-à-vis de la biodiversité et des écosystèmes.

www.teebweb.org

ISBN 978-3-9813410-1-0, 2010



MARKETS AND INCENTIVES IN LIVELIHOODS AND LANDSCAPES STRATEGY: USING ECONOMIC AND FINANCIAL TOOLS TO SUSTAIN FOREST LIVELIHOODS AND LANDSCAPES

Édité par Lucy Emerton, Kristy Facer, David Huberman

La Stratégie relative aux paysages et moyens d'existence cherche à influencer la façon dont les forêts sont gérées et utilisées. Elle vise à accroître réellement les moyens d'existence des populations rurales pauvres, à améliorer la conservation de la biodiversité et à garantir un approvisionnement durable des biens et services forestiers. Cette publication analyse comment les outils économiques et financiers peuvent être utilisés pour encourager une utilisation et une gestion plus durables des forêts, tout en augmentant les revenus et la sécurité des moyens d'existence des populations rurales pauvres.

ISBN 978-2-8317-1220-8, 2009



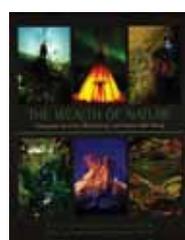
CONSERVATION POUR UNE ÈRE NOUVELLE

Édité par Jeffrey A. McNeely et Susan A. Mainka

Conservation pour une ère nouvelle présente les principaux défis du 21^{ème} siècle mis à jour à partir des conclusions

émises par le Congrès mondial de la nature de l'UICN de 2008. Cet ouvrage souligne les solutions à mettre en œuvre en investissant dans la nature. La lecture de ce livre est indispensable pour les gouvernements, les entreprises et les décideurs. Divisé en 21 sections faciles à lire, il offre un panorama de la situation actuelle et propose une feuille de route pour l'avenir.

ISBN 978-2-8317-1178-2, 2009



THE WEALTH OF NATURE: ECOSYSTEM SERVICES, BIODIVERSITY, AND HUMAN WELL-BEING

Édité par Jeffrey A. McNeely, Russell A. Mittermeier, Thomas M. Brooks, Frederick Boltz, Neville Ash. Préface de Julia Marton-Lefèvre.

Quel est l'intérêt de sauver les trésors naturels de notre planète, et pourquoi s'en soucier ? Cette dernière publication de la série d'ouvrages du cimentier CEMEX sur la conservation de la nature apporte quelques éléments de réponse, et des centaines de magnifiques photographies en couleur illustrent plus de 20 articles rédigés par les plus éminents scientifiques mondiaux. *The Wealth of Nature* offre une explication détaillée des divers services écosystémiques qui soutiennent et régulent tous les processus naturels sur terre. Il offre un contexte culturel expliquant pourquoi ces services sont vitaux pour notre existence et pourquoi leur futur – et par extension le nôtre – est en danger. Enfin, il décrit l'état de nos ressources mondiales et les choix qui nous attendent.

ISBN 978-0-9841686-0-6, 2009



THE FINANCIAL COSTS OF REDD: EVIDENCE FROM BRAZIL AND INDONESIA

Nathalie Olsen, Joshua Bishop

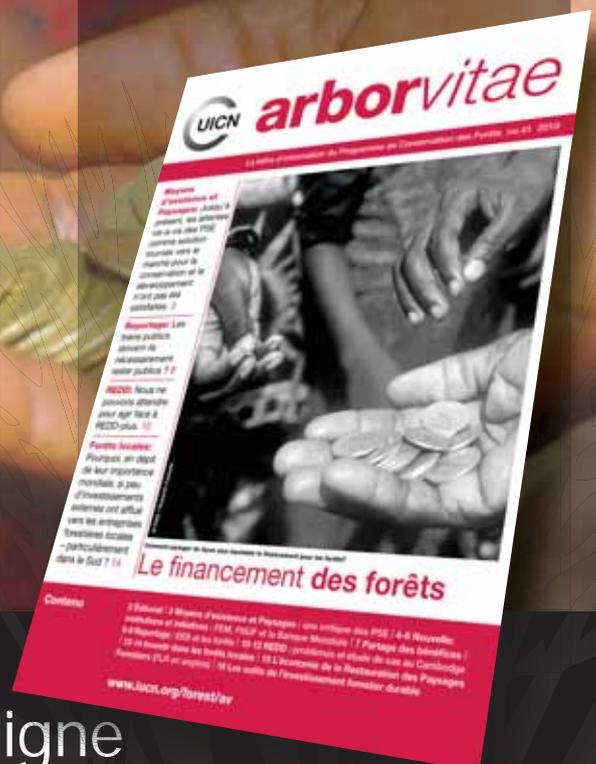
Cette étude analyse les coûts financiers de la réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce à la Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD). Cette étude est écrite à partir du point de vue d'un investisseur institutionnel cherchant des options économiquement rentables pour lutter contre le changement climatique. L'analyse des données empiriques du Brésil et d'Indonésie suggère que la REDD peut, dans de nombreux cas, offrir une option économiquement rentable de lutte contre le changement climatique.

ISBN 978-2-8317-1206-2, 2009

Newsletter du Programme de Conservation des Forêts de l'UICN

arborvitae

Arborvitae étudie les sujets les plus importants en matière d'utilisation et de gestion des ressources forestières. Chaque édition présente un sujet vu sous différents angles, ainsi que les enseignements des professionnels du terrain. Quelques-uns des penseurs les plus influents du secteur de la foresterie dans le monde collaborent régulièrement



Maintenant disponible en ligne
en anglais, espagnol et français.

Pour télécharger gratuitement arborvitae, ou recevoir un courrier électronique d'alerte lors de la publication d'un nouveau numéro, allez sur www.iucn.org/forest/av